



Global Affairs Canada: Feminist Foreign Policy Dialogue

Thank you for your contribution to the feminist foreign policy dialogue. We invite you to provide your contribution below, within the five (5)-page limit

Self Identification:

Name(s): Joanne Lebert, Gisèle Eva Côté, Kady Séguin

Pronoun:

Organisation: IMPACT

Email: gecote@impacttransform.org ksequin@impacttransform.org jlebert@impacttransform.org

Please indicate if you are submitting this contribution:

- ☐ As an individual
- ☒ On behalf of an organization
- ☐ On behalf of a group of organizations or individuals

Please indicate the areas covered in your contribution:

- ☐ Overarching considerations
- ☐ Enhanced diplomatic engagement
- ☒ Women, Peace and Security (WPS)
- ☐ Responding to evolving vulnerabilities
- ☐ Inclusive digital transformation
- ☒ Other: please specify women economic empowerment

Written Contribution:

* Please respect the **five (5)-page limit**

IMPACT – Transformer la gestion des ressources naturelles par le pouvoir d’agir des communautés, Ottawa, Canada

C’est avec plaisir que nous saluons l’ouverture du Canada dans ses efforts de consultation auprès de la société civile autour de sa politique féministe étrangère. L’égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles afin d’améliorer leur accès aux possibilités économiques et aux ressources, en soutenant une gouvernance inclusive et en renforçant la paix et la sécurité sont des champs d’action qui nous semblent prioritaires et qui requièrent des provisions adéquates pour leur réalisation.

IMPACT transforme la gestion des ressources naturelles dans les zones où la sécurité et les droits de la personne sont menacés (www.impacttransform.org). Nous croyons fermement qu’un changement durable et transformateur dans le secteur des ressources naturelles se produira par le renforcement des habiletés, l’investissement et la mise en valeur des actrices et acteurs locaux : voilà la conviction profonde et le principe qui guide nos actions. Notre travail vise à appuyer celles et ceux qui subissent les contrecoups et l’injustice des systèmes de gouvernance précaires, à les inciter à se mobiliser et à remettre en question la façon dont leurs ressources sont gérées.

Le secteur d’exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) contribue à la réduction de la pauvreté. Les femmes peuvent tirer des avantages du secteur qui contribuent à leur autonomisation sociale et économique, particulièrement dans les pays en voie de développement, en conflit et sortis d’un conflit. Par contre, le secteur demeure en grande partie informel et axé sur la pauvreté, et les gouvernements restent timides dans leurs efforts pour intégrer davantage les artisanes et artisans miniers dans l’économie formelle et en faire un vecteur de développement humain. La grande majorité des communautés minières sont situées dans des zones reculées et difficiles d’accès où la sécurité et les droits de la personne sont constamment menacés.

L’agenda Femmes, Paix et Sécurité prend tout son sens dans ce contexte en soulignant l’importance de la participation pleine et entière des femmes, sur des bases égales, dans la prévention et la résolution pacifique des conflits qui s’articulent autour de l’accès des ressources disponibles et de la nécessité de comprendre les déséquilibres de pouvoir quant à leur contrôle.

L’approche féministe du Canada de la gouvernance et de la gestion des ressources naturelles se doit d’être plus efficace, inclusive et engageante, elle nécessite des investissements ainsi qu’un leadership fort dans la promotion et la protection des droits de la personne, et l’intégration d’une perspective de genre.

1. Le Canada est signataire de [l’Énoncé des parties prenantes sur la mise en œuvre du devoir de diligence raisonnable en faveur de l’égalité des sexes et la garantie des droits des](#)

[femmes dans les chaines d'approvisionnement en minerais](#) (Paris, avril 2019). Environ 30 % des 40,25 millions de personnes qui se livrent à l'exploitation minière et artisanale et à petite échelle (EMAPE) dans le monde sont des femmes. Les femmes sont essentielles à la chaîne d'approvisionnement des minerais, elles ont un grand potentiel en tant qu'actrices économiques et politiques dans le secteur et elles y tirent leur subsistance. Par contre, elles continuent à se heurter à des obstacles majeurs et sont démesurément l'objet de discrimination et de violence basées sur le genre, en particulier les femmes autochtones. Le Canada doit tenir compte de la place des femmes et de leurs conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement des minerais pour assurer leur pleine participation et le respect des droits des femmes.

2. Tout effort du Canada dans les processus de formalisation du secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) doit promouvoir et exiger auprès de tous ses partenaires des évaluations d'impact selon le genre pour tous les projets, politiques, législation et autres initiatives. Le manque d'approches sensibles au genre dans tout le secteur place les femmes dans une situation de vulnérabilité, en particulier dans les zones où la sécurité et les droits de la personne sont menacés. Les démarches bien intentionnées visant à améliorer la gestion des ressources naturelles entraînent souvent des conséquences négatives involontaires et viennent aggraver les inégalités existantes que les lois actuelles ne reconnaissent pas. Compte tenu des importantes contributions que les femmes apportent au secteur, elles doivent être mieux prises en compte dans tous les projets et politiques concernant l'exploitation minière artisanale. Et en raison de leur utilisation et de leur dépendance des ressources naturelles, les femmes doivent être considérées comme d'importantes parties prenantes de la gouvernance des ressources.

3. Le Canada devrait soutenir des propositions de recherche relatives au genre avec des chercheuses d'université au Canada et dans les pays producteurs de minerais afin de développer des initiatives commerciales viables pour favoriser l'intégration économique des exploitantes minières au sein des chaînes d'approvisionnement. En Ouganda, par exemple, il y a des initiatives en cours qui démontrent que des exploitantes minières artisanales s'investissent de façon majoritaire ou égale aux hommes dans les minéraux du sel et du calcaire, et la recherche permettrait de comprendre la dynamique pour lesquelles elles sont plus présentes dans ces minéraux, et comment, cette dynamique pourrait s'appliquer par rapport à d'autres. D'autres initiatives de recherche en lien avec le changement climatique et les risques de conflit liés à la rareté des ressources naturelles s'avèrent nécessaires et pourraient aussi contribuer à mettre en place des politiques et des actions davantage fondées sur des données factuelles dans ce domaine.

Nous remercions Affaires mondiales pour son invitation à contribuer à ce dialogue féministe sur la politique étrangère et espérons que notre contribution ne sera pas vaine.

Au nom d'IMPACT,

Joanne Lebert, Gisèle Eva Côté et Kady Séguin